

SUPPRESSION DES EMPLOIS AIDÉS : AGIR POUR UN SERVICE PUBLIC DE QUALITÉ DANS L'ÉDUCATION !

A cette rentrée, dans les écoles et établissements scolaires de notre académie, 2031 personnels en situation précaire (soit 1/3 des contrats aidés) se voient privés brutalement d'un emploi ou d'un renouvellement de contrat.

La suppression des contrats aidés met à mal le service public d'éducation. Ces emplois correspondent à de réelles missions indispensables au bon fonctionnement de la communauté éducative:

- ➔ Aide à la direction d'école,
- ➔ Accompagnement d'élèves en situation de handicap,
- ➔ Restauration,
- ➔ Entretien des locaux et des espaces verts,
- ➔ Maintenance informatique,
- ➔ Services administratifs des collèges et lycées.

Autant de missions indispensables au bon fonctionnement des établissements scolaires.

Cela met également à mal les conditions de travail de l'ensemble des personnels (**agents territoriaux : mairie, département, région ou personnels de l'Éducation nationale : enseignants, directeurs d'école, CPE, AED, ...**) qui va voir sa charge de travail augmenter.

Nous exigeons donc dans l'immédiat :

- ▶ *L'abandon de tous les licenciements et le renouvellement de tous les contrats*
- ▶ *Le débloccage des contrats gelés*

AUCUN PERSONNEL NE DOIT SE RETROUVER AU CHÔMAGE !

Persuadés que le contrat aidé est loin d'être la solution pour ces personnels en situation de grande précarité, nous exigeons que l'ensemble de ces personnels puisse accéder à des emplois statutaires et pérennes. Il en va du respect de ces personnels et de la sauvegarde de leurs missions, afin d'assurer la qualité et la continuité du service public d'éducation.

Les organisations (**Action et Démocratie, CGT-Educ'Action, FNEC-FP FO, FSU, SGEN-CFDT, Sud-Education, UNSA Education**) appellent l'ensemble des personnels de notre académie à participer aux mobilisations et aux actions pour défendre nos collègues en contrat aidé et la qualité du service public.

Faites remonter à vos représentants de parents d'élèves, aux représentants de l'État et aux élus vos exigences pour un service public de qualité !

***RASSEMBLEMENT
SAMEDI 30 SEPTEMBRE 2017 À PARTIR DE 11H
GRAND-PLACE À LILLE***

